



## La Lettonie rejoint la zone euro

La Lettonie est devenue le 1<sup>er</sup> janvier 2014 le 18<sup>e</sup> État membre de la zone euro. Cette adhésion est l'aboutissement d'un [processus de convergence qui avait donné lieu à un rapport publié par la BCE en juin 2013](#). La Lettonie, qui est membre de l'Union européenne depuis le 1<sup>er</sup> mai 2004, prévoyait d'intégrer la zone euro dès 2008, mais le pays a été frappé par une importante crise économique en 2008-2009 qui s'est notamment traduite par une chute de 25 % du PIB (17 % pour la seule année 2009). Cette crise a justifié l'application d'un plan de redressement économique drastique, ce qui a permis à la Lettonie de satisfaire aux critères de convergence (inflation, déficit public, stabilité des taux de change et taux d'intérêt à long terme).

## INFORMATIONS BANCAIRES ET FINANCIÈRES GÉNÉRALES

### Union européenne

#### 1 - BCE

Le Conseil des gouverneurs de la BCE, lors de sa réunion du 9 janvier, a décidé de laisser inchangés les taux d'intérêt directeurs de la BCE. M. Draghi, Président de la BCE, a déclaré, lors de sa conférence de presse : « Les tensions sous-jacentes sur les prix dans la zone euro devraient rester contenues à moyen terme. Corroborant ce scénario, les évolutions monétaires et celles du crédit demeurent atones. Dans le même temps, les anticipations d'inflation à moyen et à long terme pour la zone euro sont solidement ancrées à un niveau compatible avec notre objectif de maintenir l'inflation à des taux inférieurs à, mais proches de 2 %. Cette configuration continue d'indiquer que nous pourrions connaître une période prolongée de faible inflation, suivie d'une remontée graduelle vers des taux d'inflation inférieurs à, mais proches de 2 %. Dans ce contexte, le Conseil des gouverneurs tient à souligner qu'il maintiendra une orientation accommodante de la politique monétaire aussi longtemps que nécessaire, ce qui soutiendra la reprise progressive de l'économie dans la zone euro. En conséquence, nous réitérons fermement nos indications sur la trajectoire future des taux directeurs de la BCE et continuons de prévoir que ces taux resteront à leurs niveaux actuels ou à des niveaux plus bas sur une période prolongée. Comme indiqué précédemment, cette anticipation est fondée sur le maintien à moyen terme de perspectives d'inflation globalement modérées, compte tenu de la faiblesse généralisée de l'économie et de l'atonie des évolutions monétaires. ».

#### 2 - Eurostat

Eurostat a publié le taux de chômage corrigé des variations saisonnières de la zone euro (ZE17). Il s'est établi à 12,1 % en novembre 2013, stable par rapport à avril. Dans l'UE28, le taux de chômage ressort à 10,9 %, stable depuis mai. Dans les deux zones, les taux ont augmenté de façon significative par rapport à novembre 2012, où ils se situaient respectivement à 11,8 % et 10,8 %. En novembre 2013, 26,553 millions de personnes étaient au chômage dans l'UE28 dont 19,241 millions en zone euro. Par rapport à octobre 2013, le nombre de chômeurs a augmenté de 19 000 personnes dans l'UE28 et de 4 000 en zone euro. Parmi les États membres, les taux de chômage les plus faibles ont été enregistrés en Autriche (4,8 %), en Allemagne (5,2 %) et au Luxembourg (6,1 %). À l'inverse, les plus élevés se retrouvent en Grèce (27,4 %) et en Espagne (26,7 %).

### Actualité législatives

#### Publications au Journal Officiel

Loi n° 2014-1 du 2 janvier 2014 habilitant le Gouvernement à simplifier et sécuriser la vie des entreprises.

[http://www.legifrance.gouv.fr/affichTexte.do;jsessionid=13ABB484C15CD1F551C6B9A960DE84AA.tpdjo01v\\_1?cidTexte=JORFTEXT000028424785&dateTexte=](http://www.legifrance.gouv.fr/affichTexte.do;jsessionid=13ABB484C15CD1F551C6B9A960DE84AA.tpdjo01v_1?cidTexte=JORFTEXT000028424785&dateTexte=)

Arrêté du 23 décembre 2013 relatif au régime prudentiel des sociétés de financement.

[http://www.legifrance.gouv.fr/affichTexte.do;jsessionid=78B5F96C3A1ECA08706AE632EC6D60EE.tpdjo02v\\_2?cidTexte=JORFTEXT000028396367&dateTexte=&oldAction=rechJO&categorieLien=id&idJO=JORFCONT000028396022](http://www.legifrance.gouv.fr/affichTexte.do;jsessionid=78B5F96C3A1ECA08706AE632EC6D60EE.tpdjo02v_2?cidTexte=JORFTEXT000028396367&dateTexte=&oldAction=rechJO&categorieLien=id&idJO=JORFCONT000028396022)

Arrêté du 23 décembre 2013 relatif aux conditions d'accès aux activités bancaires et financières et à leur exercice.

[http://legifrance.gouv.fr/affichTexte.do;jsessionid=A9236DDF06544416AA53117466B000DB.tpdjo06v\\_1?cidTexte=JORFTEXT000028396396&dateTexte=&oldAction=rechJO&categorieLien=id&idJO=JORFCONT000028396022](http://legifrance.gouv.fr/affichTexte.do;jsessionid=A9236DDF06544416AA53117466B000DB.tpdjo06v_1?cidTexte=JORFTEXT000028396396&dateTexte=&oldAction=rechJO&categorieLien=id&idJO=JORFCONT000028396022)

### Divers

SEPA : Communiqués de la Commission européenne et de la BCE du 9 janvier 2014 sur l'instauration d'une période de transition. Communiqué de la Commission européenne : [http://europa.eu/rapid/press-release\\_IP-14-6\\_fr.pdf](http://europa.eu/rapid/press-release_IP-14-6_fr.pdf) / Communiqué de la BCE : [https://www.banque-france.fr/fileadmin/user\\_upload/banque\\_de\\_france/Eurosysteme\\_et\\_international/cp-bce-declaration-de-l-eurosysteme-relative-a-la-date-de-fin-de-migration-vers-le-SEPA.pdf](https://www.banque-france.fr/fileadmin/user_upload/banque_de_france/Eurosysteme_et_international/cp-bce-declaration-de-l-eurosysteme-relative-a-la-date-de-fin-de-migration-vers-le-SEPA.pdf)

La BCE a présenté le 13 janvier un nouveau billet de la série « Europe » de 10 euros.

[https://www.banque-france.fr/fileadmin/user\\_upload/banque\\_de\\_france/Eurosysteme\\_et\\_international/cp-bce-presentation-du-nouveau-billet-de-10-euros.pdf](https://www.banque-france.fr/fileadmin/user_upload/banque_de_france/Eurosysteme_et_international/cp-bce-presentation-du-nouveau-billet-de-10-euros.pdf)

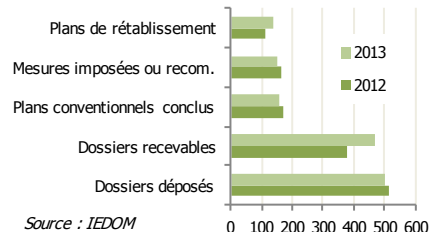
## Surendettement : baisse des dossiers déposés en 2013

Le nombre de dépôts de dossiers affiche un nouveau recul, avec 501 dossiers en 2013, contre 512 en 2012 et 552 en 2011). Le taux d'irrecevabilité s'établit à 11,1 %, le taux de redépôts à 9,6 %. 157 dossiers orientés vers une procédure amiable ont abouti à la conclusion d'un plan conventionnel, ce qui porte le taux de succès en phase amiable à 44,3 % (contre 43,4 % en 2012). Dans 148 dossiers, en l'absence d'accord, le débiteur a demandé la mise en œuvre de la phase MIR (mesures imposées ou recommandées par la commission). Par ailleurs, la commission a orienté 141 dossiers vers un plan de rétablissement personnel, la procédure indiquée lorsque la situation financière du débiteur est jugée irrémédiable.

Il convient de noter l'évolution du cadre juridique en 2014, avec l'entrée en vigueur de la loi bancaire relative à la séparation et la régulation des activités bancaires, qui avait été adoptée en juillet 2013. Elle vise en effet à simplifier la procédure de surendettement, et permettre ainsi la réduction de la durée de traitement des dossiers.

En outre, le projet de loi Consommation fait l'objet d'une 2<sup>ème</sup> lecture au Sénat au mois de janvier 2014. Il prévoit notamment la création d'un registre national des crédits aux particuliers, devant être consulté par les établissements de crédit avant l'accord d'un nouveau crédit, et permettant donc une plus grande responsabilisation des prêteurs.

Traitement des dossiers de surendettement

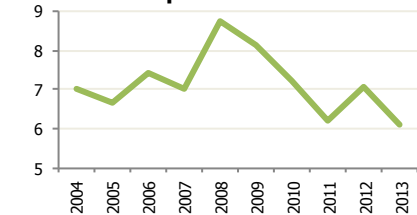


Source : IEDOM

## Vulnérabilité des agents : amélioration sensible en 2013

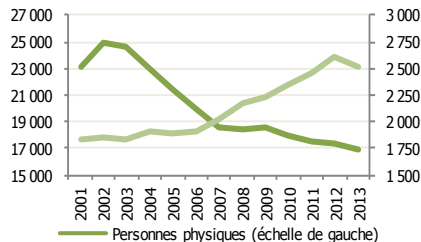
Les indicateurs disponibles témoignent d'une moindre vulnérabilité des particuliers et des entreprises en 2013. Concernant les particuliers, sur un an, le nombre de personnes physiques en interdiction bancaire est en repli (-3,2 % à 16 861), tout comme le nombre de retraits de cartes bancaires (-0,4 % à 4 703) et le nombre d'incidents de paiement sur chèques (-6,0 % à 119 792). Pour les entreprises, sur un an, le nombre de personnes morales en interdiction bancaire est orienté à la baisse pour la première fois depuis 2005 (-3,6 % à 2 509). Les incidents de paiement sur effets baissent en nombre (-10,0 % à 1 372) comme en montant (-22,6 % à 8 352 milliers d'euros), avec une diminution significative du montant moyen des incidents de paiement sur effets en 2013 (-14,0 % à 6,1 milliers d'euros).

En milliers d'euros  
Montant moyen des incidents de paiement sur effets



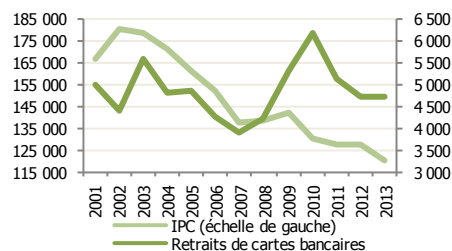
Source : IEDOM

Nombre de personnes physiques et morales en interdiction bancaire



Source : IEDOM

Incidents de paiement sur chèques et retraits de cartes bancaires



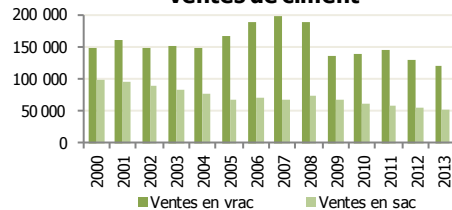
Source : IEDOM

## BRÈVES ÉCONOMIQUES ET FINANCIÈRES

### BTP : baisse des ventes de ciment en 2013

En 2013, les ventes totales de ciment sont en baisse en Martinique pour la sixième année consécutive (-7,6 %), atteignant le plus bas niveau depuis 2000, avec 171 168 tonnes. Dans le détail, les ventes en vrac, généralement destinées aux grands chantiers, accusent une baisse plus marquée que les ventes en sac, d'ordinaire dévolues à la construction privée, (-8,2 % à 118 924 tonnes et -6,1 % à 52 244, respectivement).

Ventes de ciment

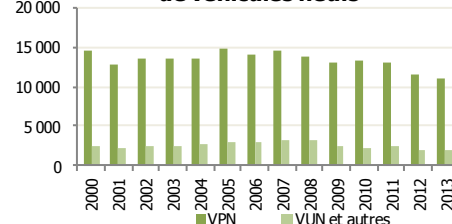


Source : Ciment Antillais

### Immatriculations de véhicules neufs : dégradation en 2013

Les immatriculations de véhicules neufs sont en baisse sensible en 2013 (-4,1 %). Au total, 13 018 véhicules neufs ont été immatriculés, atteignant le plus bas niveau depuis 2000. Cette baisse concerne les véhicules particuliers neufs (VPN) (-3,8 % avec 11 091 immatriculations), comme les véhicules utilitaires neufs (VUN) (-4,1 % avec 1 804 immatriculations) et autres véhicules (bus, porteur et tracteur) (-26,3 % avec 123 immatriculations). La part des véhicules particuliers dans le total des ventes de véhicules augmente ainsi de 6,8 points en 2013 pour représenter 92,0 % du total.

Immatriculations de véhicules neufs



Source : AAA

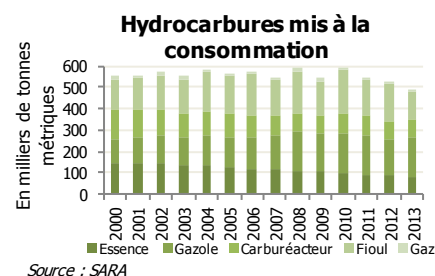
### Emploi public : taux d'administration le plus élevé

[Le dernier numéro d'antianéchos publié par l'INSEE](#), consacré à l'emploi public en Martinique, met en exergue l'importance de la fonction publique dans notre région. La fonction publique employait 40 650 personnes en Martinique en 2011, ce qui en fait la région française ayant le taux d'administration le plus élevé (10,3 %), devant la Guadeloupe (9,2 %) et la Guyane (9,4 %). Les fonctionnaires

des trois fonctions publiques (État, Hospitalière et Territoriale), représentent ainsi un quart de la population active martiniquaise (22,7 % en Guadeloupe, 30 % en Guyane et 18,7 % en France métropolitaine). Les agents de catégorie C sont les plus nombreux (51 %) comme en métropole et dans les autres DFA. En outre, la fonction publique martiniquaise est fortement féminisée (62 % des agents sont des femmes) et ce, quelle que soit la catégorie considérée, comme en Guadeloupe et en métropole. La Martinique est par ailleurs, la deuxième région française ayant les fonctionnaires les plus âgés (22 % des agents de la fonction publique sont âgés de 55 ans et plus), derrière la Guadeloupe (23,3 %), mais loin devant la métropole (15 %).

## Hydrocarbures : contraction de la consommation en 2013

En 2013, les quantités d'hydrocarbures mises à la consommation sur le marché martiniquais s'élèvent globalement à 491 milliers de tonnes métriques, en recul de 6,8 %. Les carburants routiers (super sans plomb, super et gazole route) qui représentent 45,4 % des hydrocarbures mis à la consommation, sont en diminution de 1,2 % par rapport à l'année dernière. La consommation de fioul qui représente 25,9 % des volumes mis à la consommation locale contribue le plus à la baisse (-8,6 %).



## ACTUALITÉS RÉGIONALES

### Forum UE / PTOM : augmentation du FED

Le 12<sup>e</sup> Forum Union Européenne / Pays et territoires d'Outre-mer s'est déroulé le 5 décembre 2013 à Bruxelles. La 9<sup>e</sup> décision d'association signée lors de ce jour s'articule autour de : la promotion de la coopération, la lutte contre les vulnérabilités et la compétitivité. L'enveloppe du Fonds Européen de Développement (FED) pour les PTOM est réévaluée à 364 millions d'euros pour la période 2014-2020 (contre 286 millions d'euros en 2008-2013).

## PRINCIPAUX INDICATEURS

### INDICATEURS DE RÉFÉRENCE

			Données brutes	Variation mensuelle	Glissement annuel
<b>Prix</b> (source : INSEE)	Indice des prix à la consommation (base 100 en 1998)	- novembre 2013	129,2	-0,1 %	+0,8 %
<b>Chômage</b> (source : DIECCTE)	Nombre de demandeurs d'emploi (DEFM A)	- novembre 2013	45 821	-1,5 %	+3,5 %
<b>Allocations chômage</b> (source : Pôle emploi)	Nombre d'allocataires de Pôle emploi	- septembre 2013	21 662	+1,2 %	0,0 %
<b>RSA</b> (source : CAF)	Nombre de bénéficiaires payés	- septembre 2013	35 372	+2,9 %	-10,2 %
<b>Commerce extérieur</b> (source : Douanes)	Importations (millions d'euros) Hors produits pétroliers	- novembre 2013	231,9 159,6	-4,6 % -8,1 %	-14,3 % -11,8 %
	Exportations (millions d'euros) Hors produits pétroliers	- novembre 2013	49,9 12,2	+16,1 % -14,4 %	+113,6 % -21,5 %
	Taux de couverture mensuel Hors produits pétroliers		21,5 % 7,6 %		+11,6 pts + 3,7 pts
<b>Grande distribution</b> (source : DIECCTE)	Ch. d'affaires des hypermarchés (millions d'euros)	- octobre 2013	44,6	+0,5 %	+2,9 %
	Cumul annuel de chiffre d'affaires (millions d'euros)	- octobre 2013	443,3		+0,9 %
<b>Vulnérabilité des ménages</b> (source : IEDOM)	Personnes physiques en interdiction bancaire	- décembre 2013	16 681	-1,5 %	-3,2 %
	Retraits de cartes bancaires	- décembre 2013	4 703	-1,4 %	-0,4 %

### INDICATEURS SECTORIELS

			Données brutes	Variation mensuelle	Glissement annuel
<b>Trafic aéroportuaire</b> (source : CCIM)	Nombre de passagers (hors transit)	- novembre 2013	114 579	+7,0 %	+5,4 %
		- cumul annuel	1 469 732		+3,0 %
<b>Trafic maritime</b> (source : DD PAF)	Nombre de croisiéristes	- décembre 2013	31 876	+411,7 %	+51,3 %
		- cumul annuel	111 476	+40,0 %	+24,1 %
<b>Construction</b> (source : Ciments Antillais)	Ventes de ciment (tonnes)	- décembre 2013	12 673	-8,2 %	-5,6 %
		- cumul annuel	171 168		-7,6 %
<b>Immatriculations</b> (source : AAA)	Véhicules particuliers neufs (VPN)	- décembre 2013	2 203	+123,4 %	+7,5 %
	Véhicules utilitaires neufs (VUN)	- décembre 2013	244	+93,7 %	-13,8 %
	Cumul annuel (VPN et VUN, hors bus, porteurs et tracteurs)		12 895		-3,8 %

# PRINCIPAUX TAUX D'INTÉRÊT ET DE CHANGE

## Taux directeurs de la Banque centrale européenne

	taux	date d'effet
Taux d'intérêt appliqué aux opérations principales de refinancement de l'Eurosystème	0,25%	13/11/2013
Taux de la facilité de prêt marginal	0,75%	13/11/2013
Taux de la facilité de dépôt	0,00%	08/05/2013

Taux d'intérêt légal			Taux de l'épargne réglementée (depuis le 01/08/13)					
ANNEE	2013	0,04%	JO du 01/03/13	Livret A et bleu	LDD	LEP	PEL*	CEL*
ANNEE	2012	0,71%	JO du 08/02/12	1,25%	1,25%	1,75%	2,50%	0,75%

\* hors prime d'Etat

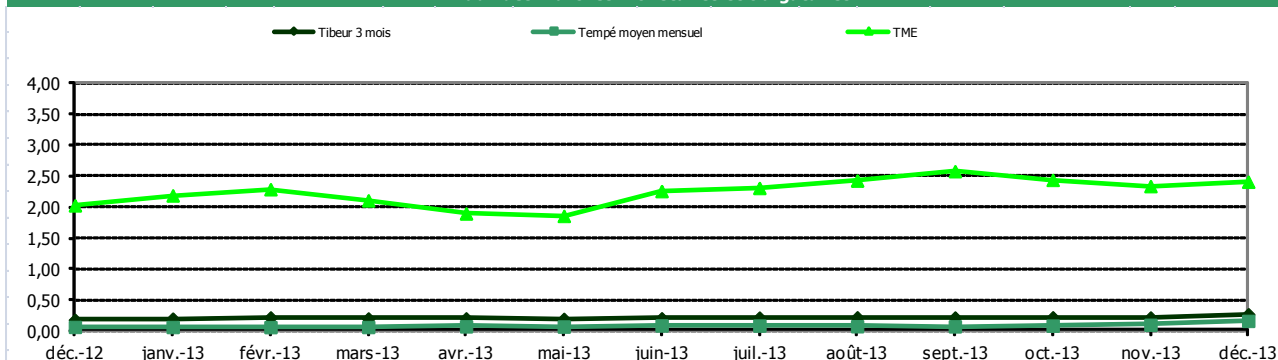
Taux moyen monétaire mensuel (Tempé moyen mensuel)				TIBEUR (Décembre 2013)			
Septembre	Octobre	Novembre	Décembre	1 mois	3 mois	6 mois	1 an
0,0805%	0,0924%	0,1057%	0,1694%	0,2160%	0,2750%	0,3720%	0,5440%
Taux moyen mensuel des emprunts d'Etat à long terme (TME)				Taux moyen mensuel des obligations d'Etat (TMO)			
Septembre	Octobre	Novembre	Décembre	Septembre	Octobre	Novembre	Décembre
2,58%	2,44%	2,34%	2,41%	2,78%	2,64%	2,54%	2,61%

## Taux de l'usure (seuils applicables au 1er janvier 2014)

Crédits aux particuliers	Seuils de l'usure	Prêts aux personnes morales n'ayant pas d'activité industrielles, commerciale, artisanale, agricole ou professionnelle non commerciale	Seuils de l'usure
<b>Prêts immobiliers</b>			
Prêts à taux fixe	5,04%	Prêts consentis en vue d'achats ou de ventes à tempérament	7,96%
Prêts à taux variable	4,51%	Prêts d'une durée supérieure à deux ans, à taux variable	3,76%
Prêts-relais	5,23%	Prêts d'une durée supérieure à deux ans, à taux fixe	4,83%
<b>Autres prêts</b>		Découverts en compte (1)	13,31%
Prêts d'un montant inférieur à 3 000 euros	20,23%	Autres prêts d'une durée initiale inférieure ou égale à deux ans	4,36%
Prêts d'un montant compris entre 3 000 euros et 6 000 euros	15,12%	<b>Prêts aux personnes physiques agissant pour leurs besoins professionnels et aux personnes morales ayant une activité industrielle, commerciale, artisanale, agricole ou professionnelle non commerciale</b>	<b>Seuils de l'usure</b>
Prêts d'un montant supérieur à 6 000 euros	10,35%	Découverts en compte (1)	13,31%

(1) Ces taux ne comprennent pas les éventuelles commissions sur le plus fort découvert du mois

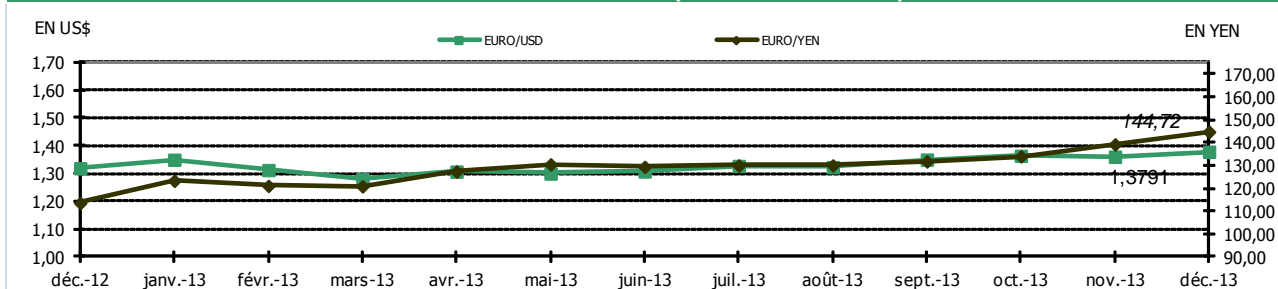
## Taux des marchés monétaires et obligataires



## Taux de change (dernier cours fin de mois)

EURO/USD (Etats-Unis)	1,3791	EURO/ZAR (Afrique du sud)	14,5660	EURO/SRD (Surinam)	4,5349
EURO/JPY (Japon)	144,7200	EURO/BWP (Botswana)	12,0176	EURO/ANG (Ant. Néerl.)	2,4598
EURO/CAD (Canada)	1,4671	EURO/SCR (Seychelles)	16,5859	EURO/DOP (Rép. Dom.)	58,6788
EURO/GBP (Grande-Bretagne)	0,83370	EURO/MUR (Maurice)	41,2607	EURO/BBD (La Barbade)	2,7484
EURO/SGD (Singapour)	1,7414	EURO/BRL (Brésil)	3,2576	EURO/TTD (Trinité et Tobago)	8,8087
EURO/HKD (Hong-Kong)	10,6933	EURO/VEF (Vénézuéla)	8,6467	EURO/XPF (COM Pacifique)	119,33170
EURO/MGA (Madagascar)	3078,2352	EURO/XCD (Dominique)	3,7104	EURO/FC (Comores)	491,96775

## Evolution de l'euro sur 12 mois (dernier cours fin de mois)



## Taux de conversion irrévocables pour les 17 pays de la zone euro

1 EURO =	40,3399 BEF	6,55957 FRF	40,3399 LUF	200,482 PTE	15,6466 EEK
	1,95583 DEM	0,787564 IEP	2,20371 NLG	5,94573 FIM	
	166,386 ESP	1936,27 ITL	13,7603 ATS	340,750 GRD	
	239,640 SIT	0,585274 CYP	0,429300 MTL	30,1260 SKK	